



Vous ne ferez pas taire la jeunesse !

Après l'attaque terroriste du 7 octobre et le début des opérations militaires israéliennes sur la bande de Gaza et dans les territoires occupés, de nombreuses voix à travers le monde se sont insurgées face à la barbarie des massacres commis. Pour dénoncer cela, de multiples actions ont été organisées sur le territoire français n'obtenant comme réponse qu'une répression sans précédent.

I. Musellement de la jeunesse, un cap est franchi

Depuis plusieurs mois, des centaines de milliers de citoyen·ne·s s'opposent aux massacres ayant lieu en Palestine au travers de manifestations, de rassemblements et de débats. Le gouvernement n'a cessé de museler le mouvement social en réprimant les manifestant·e·s lors des rassemblements pro-paix, voire en les interdisant purement et simplement.

Nos lieux d'études ne sont pas exemptés : tables contre les massacres commis en Palestine remballer par la sécurité à Lille et multiples conférences annulées dans les universités, symptôme alarmant de la censure du débat démocratique dans nos lieux d'études, impulsé par le gouvernement et l'extrême droite.

Alors même que nos lieux d'études sont des lieux de débat et d'émancipation, qui doivent permettre aux jeunes de porter un regard critique sur le monde qui les entoure, la seule réponse que nous a apportée le gouvernement reste la censure et la répression.

Ce qui se déroule à Sciences Po n'est que la suite logique de la politique de musèlement de la jeunesse par le gouvernement, répression, interventions policières, mise en place de procédure disciplinaire, tout est bon pour empêcher les jeunes de se mobiliser sur la question palestinienne.

II. La jeunesse fait peur

Ces actions de répression de la jeunesse nous prouvent une chose : nous faisons peur, notre révolte et nos combats dérangent ce gouvernement qui avance seul dans sa logique répressive. S'attaquer au mouvement étudiant dans nos lieux d'études n'est pas anodin, les mobilisations étudiantes ont toujours été vectrices de changements profonds dans notre pays : Mobilisation contre la guerre d'Algérie, Mai 68, Recul de la loi LRU et du CPE... C'est pour cela que ce gouvernement esseulé préfère réprimer les mouvements étudiants plutôt que de laisser se dérouler des débats sains dans nos lieux d'études.

Nos combats, nos aspirations, notre émancipation font peur aux réactionnaires qui préféreraient voir une jeunesse apathique et silencieuse plutôt qu'une jeunesse qui se bat et s'engage dans les sujets internationaux. Le gouvernement nous dépeint comme une jeunesse individualiste et porte sur nos combats un regard paternaliste, les mouvements actuels montrant à quel point ce gouvernement se fourvoie et est déconnecté d'une jeunesse qui se mobilise face aux injustices. Nos lieux d'études ont toujours été des lieux d'échanges et d'émancipation et ils le resteront, peu importe la terreur que cela peut provoquer chez Gabriel Attal et le reste de son gouvernement.

III. La répression ne nous fera pas taire

Face au musèlement de la jeunesse et aux graves attaques visant le débat sur nos lieux d'études ces dernières semaines, l'UNEF rappelle que seul·e·s les étudiant·e·s sont souverain·e·s des modalités d'actions qu'ils et elles estiment légitimes dans la mise en place d'un rapport de force pour obtenir des victoires.

Monsieur Attal, le message que vous envoyez à la jeunesse est clair : qu'ils et elles n'ont pas intérêt à se mobiliser. Pourtant, les mobilisations de ces dernières semaines prouvent une seule chose : la jeunesse ne se laisse pas faire et ne se taira pas malgré la répression.

Monsieur Attal, votre tournant autoritaire ne sera pas sans conséquence pour la jeunesse et pour le pays. L'UNEF revendique l'arrêt immédiat des interventions policières dans les lieux d'études et la fin de toute tentative de censure du débat. Si vous continuez sur ce chemin vous et votre gouvernement serez les seuls responsables de l'escalade de la violence.

L'UNEF appelle dès maintenant la jeunesse à se mobiliser et à se saisir de ses lieux d'études sous toutes les formes qu'elle considère légitime pour dénoncer les tentatives de musèlement, la censure du débat dans nos universités et la répression syndicale.